

**Décision n° 2011-0328**  
**de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**  
**en date du 22 mars 2011**  
**attribuant des ressources en numérotation à**  
**la société France Télécom**  
**(numéro court)**

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L. 36-7 et L. 44 ;

Vu l'arrêté du 12 mars 1998 modifié autorisant la société France Télécom à établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et à fournir le service téléphonique au public ;

Vu la décision n° 05-1084 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 05-1085 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 modifiée fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Vu la demande de la société France Télécom en date du 8 mars 2011, reçue le 9 mars 2011, sollicitant l'attribution d'un numéro court ;

Après en avoir délibéré le 22 mars 2011 ;

.../...

**Décide :**

**Article 1** – Le numéro court 3672 est attribué, jusqu’au 22 mars 2031, à la société France Télécom (Siren : 380 129 866) pour l'accès à un service à valeur ajoutée.

**Article 2** - La société France Télécom acquitte, pour le numéro court attribué à l’article 1<sup>er</sup>, la taxe prévue à l’article L. 44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

**Article 3** - Conformément aux dispositions de l’article L. 44 du code des postes et des communications électroniques, le numéro court attribué à l’article 1<sup>er</sup> ne peut pas être protégé par un droit de propriété intellectuelle. Il ne peut faire l’objet d’un transfert qu’après accord de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

**Article 4** - Au 31 janvier de chaque année, la société France Télécom adresse à l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes un rapport sur l'utilisation effective du numéro court attribué selon le modèle prévu par l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes disponible sur son site internet.

**Article 5** - Le directeur des services fixe et mobile et des relations avec les consommateurs de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l’exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société France Télécom.

Fait à Paris, le 22 mars 2011

Le Président

Jean-Ludovic SILICANI